

Mal gouvernance et stratégies de survie en Afrique centrale : le cas des exclus sociaux du Congo-Brazzaville, *Missié Jean-pierre*

Depuis l'introduction des rapports marchands et donc du travail salarié pendant la période coloniale, les alentours du pouvoir d'Etat sont demeurés ,en raison des avantages matériels et symboliques qu'ils présentent, l'enjeu des luttes.

Que ce soit le Congo-Brazzaville dont l'histoire politique révèle des périodes de rupture et de continuité en ce qu'elle oscille entre la démocratie pluraliste et le monolithisme marxiste léniniste ;que ce soient le Gabon ou la RCA qui n'ont pas opté pour l'idéologie marxiste à la mode des années 1960-1970, mais ont plutôt prôné le libéralisme économique, il y a une constance. Ces étapes d'évolution ont curieusement eu en commun les mêmes pratiques. Celles –ci n'ont été ni déterminées par des contraintes de la démocratie ni par celles du monopartisme. Au contraire ,malgré l'intervention de l'un ou l'autre système politique les rapports qui ont institutionnellement dominé dans ces pays obéissent à une tradition typiquement faite d'exclusion et violence, à travers ce que les spécialistes désignent par « la politique du ventre » ; « l'Etat néo-patrimonial » ; « la criminalisation » ou la « cleptomanie d'Etat ».

Cette politique qui n'enrichit qu'une pognée de « prédateurs » ne cesse d'appauvrir la sous-région. Toutes les recettes proposées à coups de séminaires de conférences ,de plans ou de programmes d'ajustement structurel ne donnent pas souvent de résultats probants. Mais ils creusent encore l'écart entre les dirigeants ou leurs héritiers (au sens de Bourdieu) et la masse. Sauf que ces dernières finissent par devenir des complices consentants de leur propre exploitation.

Ainsi, face à la dévaluation sociale ou la paupérisation généralisée, chaque acteur social élabore des stratégies de survie ou de reproduction.

Sous des prétextes divers officiels ou officieux-« sauver la démocratie », « sauver le pouvoir de l'ethnie »- les élites optent pour « le militantisme du ventre » en instrumentalisant l'ethnie ou la région ,quitte à faire la guerre lorsque leurs intérêts sont menacés.

De leur côté, les pauvres, selon le degré de pauvreté qui va du fonctionnaire déclassé(du fait que le niveau du salaire n'a pas suivi l'inflation) à la personne totalement démunie s'orientent vers divers secteurs, ou inventent de nouveaux imaginaires sociales ou politiques.

Le fonctionnaire déclassé (ou « dévalué ») fait du surtravail en multipliant les sources de revenu :à la fois bureaucrate (il peut s'absenter un mois durant),petit commerçant, enseignant dans plusieurs établissements scolaires privés et autres métiers jadis réservés aux immigrés « zaïrois ».

Les sans ressources inventent des métiers souvent à risque :vidangeurs de latrines par des moyens artisanaux ;chargeurs de bus à la criée ;vendeur de denrées inaccessibles mais

coupées en tranches appelées « nzenga »(morceau).Cela va du poulet au pain de manioc en passant par les fruits (tranches d'ananas ...) et même le savon. Cela concerne également des plats vendus par cuillerées que l'on emballe dans des sachets transparents. L'on pourrait citer d'autres activités telle que l'animation des veillées funèbres par des groupes que l'on appelle : « radio- matanga » .Disposant de gros appareils de musique, ils échangent leurs services contre 80.000 francs cfa. Leur tintamarre qui ne s'arrête qu'au petit matin se substitue de plus en plus aux pleurs traditionnelles. Les inviter est un signe de distinction sociale.

Mais le domaine qui nous paraît le plus problématique ,en raison des masses qu'il attire, c'est celui du croire en particulier les nouveaux mouvements religieux.

Ils apaisent ou canalisent les frustrations contre les dirigeants en transférant la faute aux « mauvais esprits » et en proposant d'autres solutions aux problèmes de pauvreté, de santé, de chômage...,donc en offrant un « dispositif politique alternatif ».